

# Comité exécutif national

Mercredi 27 janvier 2016, 16 h

## Bureau national

Salle de conférence 1967

100, rue Queen, 4<sup>e</sup> étage Ottawa (Ontario)

**Présences :** E. Tremblay (présidence), N. Giannakoulis, A. Picotte, N. Burron, A. Butler, C. DesRochers, R. Kelly, A. Nemec (tél.), S. Maguire, S. Mullen, J. Porter (tél.), N. Pothier, S. Powell, P. Scholey, J. Squires, M. Collins (tél.), I. Borré, C. Vezina, L. Truswell (secrétaire).

**Absences justifiées :** J. Hove

### 1. Points aux fins d'approbation

- a) Adoption de l'ordre du jour

Un point sera ajouté à l'ordre du jour, soit la visite de Jamie Dunn (négociateur EC), qui fera un bref compte rendu des négociations en cours et parlera de sa vision d'avenir pour l'équipe.

**Résolution :** Il est proposé par S. Maguire et appuyé par A. Picotte d'adopter l'ordre du jour. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

- b) Adoption du compte rendu de la réunion du 9 novembre 2015

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Mullen d'adopter le compte rendu de la réunion du CEN du 9 novembre. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Adoption du compte rendu de la réunion du 25 novembre 2015

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par P. Scholey d'adopter le compte rendu de la réunion du CEN du 25 novembre. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

- c) Adoption du compte rendu de la réunion à huis clos du 9 novembre 2015

**Résolution :** Il est proposé par S. Maguire et appuyé par J. Squires d'adopter le compte rendu de la réunion à huis clos du CEN du 9 novembre. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Adoption du compte rendu de la réunion à huis clos du 25 novembre 2015

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Maguire d'adopter le compte rendu de la réunion à huis clos du CEN du 25 novembre. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

### 2. Nouveaux points

- a) Tableau des mesures de suivi (n° 4 de l'index des documents)

Tableau des résolutions et des mesures de suivi – Ce tableau a été créé à l'intention des membres du CEN pour qu'ils puissent, lors des réunions, être au courant des résolutions,

mesures de suivi et points nouveaux. Pour l'heure, il présente l'ensemble de résolutions et mesures de suivi adoptées en 2015.

Une série d'événements dignes de mention concernant le SRE se sont produits à l'AANC dans l'Ouest du pays. Dans le cadre des programmes de pensionnat, le ministère administrait deux grands bureaux pour les Autochtones, les bureaux de résolution de l'Est et de l'Ouest. La plupart des lettres en cause ont été reçues par des employés du bureau de l'Ouest, car une importante réduction naturelle des effectifs avait déjà eu lieu au bureau de l'Est. Pour l'instant, aucune sélection des fonctionnaires SMPMD n'est envisagée.

La présidente de l'ACEP, E. Tremblay, a rencontré le sous-ministre délégué pour aborder la question du SRE et veiller à protéger nos membres. Le SMD l'a assurée que « *de réels efforts étaient déployés pour placer le personnel touché* ».

**Question de privilège soulevée au nom de Jacob Porter. Le numéro d'accès à la réunion du CEN ne fonctionnait pas. Le technicien n'avait pas ouvert les lignes téléphoniques.**

La présidence procède à une lecture complète du contenu du tableau des résolutions et mesures de suivi. Les éléments suivants y seront ajoutés :

- Il est suggéré de rendre le formulaire de demande de nomination comme délégué syndical plus accessible en le mettant en ligne.

- Compléter la composition du Comité d'audit en veillant à ce que tous les groupes soient représentés (EC et TR), donner au comité l'instruction de se réunir pour s'entendre sur le cadre de référence applicable à la sélection des nouveaux vérificateurs avant de le soumettre à l'approbation du CEN.

- Il est suggéré que André Picotte et Chantal DesRochers recrutent un membre du groupe TR intéressé à se joindre au Comité d'audit.

S'ensuit une discussion au sujet de la nécessité de recruter de nouveaux vérificateurs pour 2017 et de définir le processus d'adjudication. Il est suggéré de recourir à un processus public auquel pourraient prendre part le Comité d'audit et le CEN.

Des extraits vidéo de l'AGA du 17 novembre 2015 ont été préparés et mis en ligne sur notre site Web. Le nombre de téléchargements et de participations a augmenté par rapport à la diffusion Web en direct de la réunion sur le budget, à laquelle seulement quatre personnes ont assisté en direct environ. Nous comptons continuer à encourager nos membres à participer en personne à ces activités.

b) Examen des réalisations de 2015 /tableau du plan d'action (n° 5 de l'index des documents)

Tableau de suivi de l'exécution du plan d'action du CEN pour 2015-2017 – Ce tableau renvoie aux Objectifs stratégiques que le CEN s'est fixés lors de sa séance de réflexion et de tous les points qui ont été soulevés au Sommet du leadership qui a eu lieu en 2015. Il servira de feuille de route. Le CEN exercera une surveillance d'ordre stratégique.

Les membres du CEN sont invités à examiner le document et à transmettre leurs commentaires par écrit.

Il est suggéré de faire suivre ce document aux sous-comités pour leur permettre d'harmoniser leurs objectifs stratégiques avec les nôtres et d'ajouter des éléments au tableau au besoin.

c) Rapport du v.-p. EC sur les activités de 2015 (n° 6 de l'index des documents)

Les membres présents à la réunion reçoivent des copies papier du document. La présidence en transmet une version électronique aux trois membres qui y assistent par téléphone.

### **Vue d'ensemble du rapport du v.-p., N. Giannakoulis (extraits tirés de l'original)**

*[Traduction] Mon mandat à temps plein au bureau national de l'ACEP prend fin le 29 janvier 2016, date à laquelle je réintégrerai mon poste substantiel à l'Agence de la santé publique du Canada. Je continuerai de m'acquitter de mes fonctions de vice-président à titre bénévole et/ou à temps partiel et je remplacerai la présidente au besoin lorsqu'elle s'absentera du bureau; je continuerai également de présider le Comité de finances et de siéger aux divers sous-comités du CEN de l'ACEP, ainsi qu'au Comité de négociation collective.*

*L'année qui vient de se terminer aura été une expérience très enrichissante, malgré les nombreux défis. La transition qui s'est opérée au bureau national de l'ACEP, par suite des départs survenus au sein du personnel et de la direction au tout début de notre mandat, a été très exigeante, et j'ai dû consacrer un temps colossal à des questions de fonctionnement, de dotation et de relations de travail. Plusieurs dossiers en suspens revêtaient un certain caractère d'urgence, notamment les exigences liées à la gouvernance et aux processus de l'ACEP, les négociations collectives dans leur ensemble ainsi que celles à l'interne et enfin, le dossier non réglé des avantages imposables qui a touché les employés de l'ACEP. J'ai aussi été chargé d'étudier la question des besoins techniques constamment renouvelés en matière de GI/TI. En outre, il nous fallait trouver de nouveaux modèles pour la mobilisation des sections locales et le renouvellement des relations de travail. Bon nombre de ces questions se sont révélées très difficiles à aborder, particulièrement au vu des retards accusés dans le renouvellement de la gouvernance, qui a en outre été court-circuitée par d'autres problèmes urgents. Sous le gouvernement précédent, la mobilisation et la communication constituaient des outils puissants et des efforts constants et systématiques devaient être déployés en ce sens pour faire progresser la cause et les orientations stratégiques de l'Association.*

*Mon travail m'a également amené à procéder, en étroite collaboration avec le directeur des Services professionnels, à l'étude de certains dossiers de représentation complexes et/ou en suspens et qui auraient pu être soumis à l'arbitrage et/ou à la Cour fédérale. J'avais pour rôle d'aider à régler certaines de ces affaires. L'objectif était que j'intervienne, dès que je le pouvais, à titre informel de délégué syndical en chef, pour trouver des solutions à ces affaires sans engager de frais juridiques supplémentaires ou inutiles. En outre, j'ai contribué à régler des dossiers concernant des plaignants aux prises avec d'intenses conflits et pour lesquels l'Association risquait de faire les frais d'un grief pour manquement au devoir de juste représentation (DJR). Par ailleurs, nous avons travaillé étroitement avec les ART afin de leur expliquer toute la valeur que nous accordons aux commentaires reçus de nos représentants des sections locales au sujet de certains dossiers. J'ai participé à l'examen et à la rédaction de nos protocoles de consultation patronale-syndicale et de représentation en cas de recours et j'ai pris part aux consultations qui se sont déroulées avec nos professionnels et où il a été question de la vision de l'organisation.*

*Compte tenu des exigences considérables de la transition, je me suis efforcé de concentrer mes efforts sur l'accroissement de l'efficacité et des capacités organisationnelles en plus de veiller à ce que le personnel dispose de ressources*

*suffisantes. Le plus grand défi que j'ai eu à relever a peut-être été de présenter des analyses opérationnelles avant de prendre des décisions ou de formuler des recommandations sur des questions opérationnelles. De plus, il était nécessaire d'engager les dirigeants nationaux sur la voie de la visualisation d'avenir et de la planification stratégique, une démarche dont l'Association pourra tirer profit à long terme. Au fur et à mesure que progresse la révision de nos Statuts et de notre structure de gouvernance, il nous faudra nous concentrer sur le renouvellement des politiques en vue d'apporter de nouvelles améliorations à nos directives, procédures et processus internes.*

N. Giannakoulis expose les détails du Rapport du v.-p. de l'ACEP présenté à huis clos et du Résumé de l'analyse opérationnelle GI/TI de l'ACEP.

**Le rapport du v.-p. se poursuit à huis clos.**

**Résolution :** Il est proposé par E. Tremblay et appuyé par C. DesRochers de poursuivre la discussion sur le rapport à huis clos. **Résolution adoptée à l'unanimité**

**Mesure à prendre :** N. Giannakoulis doit ajouter un historique à certaines parties du Rapport du v.-p. (avantage imposable).

**Il est proposé de reporter la discussion relative au Protocole 1 à la prochaine réunion du CEN.**

**Résolution :** Il est proposé par E. Tremblay et appuyé par S. Powell que le CEN exprime toute sa reconnaissance à N. Giannakoulis pour le travail qu'il a accompli aux côtés de la présidence cette année et pour son dévouement.

**Résolution adoptée à l'unanimité.**

**Résolution :** Il est proposé par C. DesRochers et appuyé par J. Squires de sortir du huis clos.

- d) Discussion sur le Comité spécial d'examen sur l'état des RH (n° 7 de l'index des documents)
  - a. À la demande des membres du CEN, une version provisoire du cadre de référence du Comité spécial est distribuée aux fins de discussion

Une discussion s'ensuit. On souligne que lorsque des questions seraient soulevées, le président de ce comité ferait rapport au CEN quant à son rôle consultatif, afin que le CEN puisse contrôler l'utilisation des fonds à l'égard de certains postes, au nom des membres, en sa qualité de dépositaire de ces fonds. On s'inquiète aussi de la possibilité que ce comité fasse double emploi et qu'il nuise à l'exercice des fonctions de la présidence. Il importe de signaler que les deux vice-présidents et C. Danik se sont engagés, en toute transparence, dans un processus de dotation des deux postes de directeurs quand ceux-ci étaient occupés à titre intérimaire. La possibilité de confirmer la nomination des deux titulaires intérimaires aux postes de directeurs permanents a fait l'objet de discussion au Comité spécial, mais c'est à la présidence que revient la décision et qu'incombe la responsabilité afférente. Au départ, le Comité spécial des RH a été constitué afin d'élaborer le contrat de la présidence. Il est suggéré d'étudier les modèles qu'utilisent l'IPFPC et l'AFPC.

**Résolution :** Il est proposé par E. Tremblay et appuyé par N. Burron de renvoyer le cadre de référence provisoire au Comité spécial et de remettre la question à l'ordre du jour d'une réunion ultérieure du CEN.

Pour = 13, contre = 1, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

- e) Discussion sur le projet de lignes directrices sur les dons (n° 8 de l'index des documents)
  - a. J. Squires a rédigé un projet de lignes directrices sur les dons et l'a présenté au Comité de mobilisation pour qu'il définisse les critères qui devraient être appliqués dans le cadre des demandes de dons.

J. Squires lit une résolution, puis le CEN discute de son éventuelle utilisation comme lignes directrices.

Les membres du CEN soulèvent de nombreux points dont il leur faudrait débattre lors de leur prochaine réunion. Ils décident de mettre la résolution sur la glace et de demander à J. Squires de travailler à une deuxième version du projet.

- f) Discussion sur les prévisions de fin d'année (n° 21 de l'index des documents, a. à c.)
  - a. Un document exposant les prévisions est remis aux fins de cette discussion cruciale pour la planification financière annuelle. Il est nécessaire d'expliquer comment les fonds seront affectés.

La présidente passe en revue les pages 1 à 3 du document sur les prévisions afin de donner des explications quant aux dépenses à venir et aux résolutions afférentes du Comité des finances.

### **3. Points aux fins d'approbation**

- a) 20160127 – 01 : Résolution en vue de l'approbation des options qui seront présentées à l'Assemblée générale extraordinaire concernant la structure des cotisations syndicales

Lors de l'AGE de novembre, les membres de l'ACEP ont présenté une résolution portant sur une structure progressive de cotisations syndicales en vertu de laquelle ils ont demandé à l'ACEP de leur présenter des options qui n'aient pas d'impact sur ses revenus.

- La résolution a été adoptée par les membres à l'issue d'un vote.
- L'ACEP a défini des options.
- Le Comité des finances a analysé ces options et a recommandé les options à soumettre au vote des membres
- Le CEN a approuvé la recommandation.

Une assemblée générale extraordinaire sera organisée en février afin de présenter les trois modèles. Quelque temps avant la réunion, tous les membres recevront une trousse d'information par la poste. L'information sera aussi communiquée sur le [site Web de l'ACEP](#).

Les options retenues l'ont été pour des considérations liées à la neutralité sur le plan des revenus et parce qu'elles sont facilement communicables. Les membres veulent des modèles fondés sur une structure progressive et faisant en sorte qu'un bon nombre d'entre eux paieront des cotisations d'un montant égal ou inférieur. L'un des éléments particulièrement importants de cette structure est son caractère progressif. Certaines structures étaient trop complexes, et les modèles retenus sont ceux dont la compréhension était la plus facile.

Il est suggéré de faire clairement comprendre aux membres de l'ACEP qu'ils continueront de payer des cotisations très inférieures à celles exigées par d'autres syndicats, tels que l'AFPC, si une des options de structure progressive est retenue.

**Résolution :** Il est proposé par E. Tremblay et appuyé par J. Squires que le CEN approuve les options sur la structure progressive des cotisations qui seront présentées à l'Assemblée générale extraordinaire.

Pour = 13, contre = 2, abstention = 0. **Résolution adoptée.**

- b) 20160127 – 02 : Résolution visant à approuver la nomination de Marissa Bender comme déléguée syndicale pour le ministère des Finances.

Les membres du CEN discutent de la fusion de la section locale 527 du SCT et de celle du ministère des Finances, qui deviendra la section locale 527 et portera le nom de SCT/Finances Canada. Ce modèle de résolution a été appliqué dans le cas de Santé Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada. Il a été modifié, et il n'est pas nécessaire d'obtenir l'approbation de Marissa Bender pour l'instant.

**Résolution :** Il est proposé par E. Tremblay et appuyé par P. Scholey que le CEN approuve la fusion de la section locale 527 du SCT et de celle du ministère des Finances, qui deviendra la section locale 527 (SCT/Finances Canada). Après la fusion, les membres de cette section pourront choisir leurs délégués syndicaux et leurs dirigeants conformément à leurs Statuts et leurs Règlements dans le cadre de leurs Assemblées générales.

Pour = 11, contre = 0, abstention = 3. **Résolution adoptée.**

- c) 20160127 – 03 : Résolution en vue de l'approbation de la composition et du mandat du Comité d'éducation.

**Résolution :** Il est proposé par N. Burron et appuyé par P. Scholey que le CEN approuve la composition et le mandat du Comité d'éducation.

**Résolution adoptée à l'unanimité.**

**Mesure à prendre :** Mettre à jour l'information relative au Comité d'éducation en dressant une liste des membres distincte de celle du personnel.

Apporter la modification suivante au libellé anglais du mandat – « in the aim of » (supprimer « to the »)

- d) 20160127 – 04 : Résolution en vue de l'approbation du transfert d'une somme de 95 000 \$ du Fonds de prévoyance vers divers postes subordonnés du poste Honoraires professionnels.

**Résolution :** Il est proposé par N. Giannakoulis et appuyé par A. Picotte d'approuver le transfert d'une somme de 95 000 \$ du Fonds de prévoyance vers divers postes subordonnés du poste Honoraires professionnels.

**Résolution adoptée à l'unanimité.**

- e) 20160127 – 05 : Résolution en vue de l'approbation de la composition de divers comités

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Mullins d'approuver la candidature des membres en règle suivants aux comités indiqués dans le tableau ci-dessous :

Volontaire/volunteer	Audit	Communications	Mobilisation et moyens de pression/Mobilization and Job Action	Statuts et Règlements/Constitution and By-laws	Éducation/Education	Candidatures et résolutions/Elections and Resolutions	Finances/Finance	Consultatif des jeunes membres/New and Young Members Advisory	Examen de plaintes/Complaints review	Délégué de département/Department Steward	Environnement/Environmental *NOUVEAU	Santé et bien-être des employés/Employee Health and Wellness *NOUVEAU
Alin Charriere								X				
Amandeep Garcha			X					X				
Doug Hagar								X				
Elizabeth Venditti											X	X
Eric Robard	X							X				
Gilbert Cabiles								X				
Gordon Jung		X										
Jacqueline Corado				X							X	X
Kate McKerlie											X	X
Maggie Simpson								X				
Marissa Bender										X		
Mathieu Stiermann												X
Meghan Myres										X		
Robert Kossick								X				
Shelley Hovey												X
Teresa Martin												X
Tim Dunstan												X
Wayne Fan (P&O)					X		X	X				
William Blacker								X				X

**Résolution adoptée à l'unanimité.**

**Les résolutions suivantes seront examinées à la prochaine réunion du CEN, le 24 février 2016 :**

- f) 20160127 – 06 : Résolution en vue de s'opposer aux projets Windmill/Dream/Energy Ottawa à Akikodjiwan (chutes et îles de la Chaudière) et de verser une contribution de 500 \$ à la Student Labor Action Coalition
- g) 20160127 – 07 : Résolution en vue d'approuver le versement d'une contribution de 1000 \$ à l'édition 2016 du festival Gil's Hootenanny

#### **4. Rapports**

- a) Rapport de la présidence (préparatifs en vue de l'AGE, stratégie de sensibilisation/lobbying)

Comme le CEN est déjà au courant de la plupart des points présentés dans ce rapport, le compte rendu sera bref.

La mobilisation a été constante. La présidente de l'ACEP a assisté, pendant la pause dîner, à de nombreuses réunions dans divers lieux de travail, et de nouvelles sections locales voient le jour, comme à Finances Canada, à Pêches et Océans et à Justice. La présidente a concentré en grande partie sur ces activités ses efforts pour sensibiliser et redynamiser les sections locales.

Le 27 janvier, la présidente a assisté à une réunion à Infrastructure Canada, où Maria Montilva avait contribué très activement à la création de cette section locale, il y a de cela un an et demi. Puisqu'elle a quitté le ministère, les nouveaux dirigeants aimeraient recevoir une formation sur la façon de faire fonctionner efficacement une section locale.

N. Burron, N. Giannakoulis et E. Tremblay ont terminé la dernière étape de leur formation en relations avec les médias.

En raison de l'attention particulière que les médias ont portée au dossier du Bureau de la Traduction, la présidente de l'ACEP a donné plusieurs entrevues à la radio et dans les quotidiens (Le Droit) en ce qui a trait à la traduction assistée par ordinateur et aux enjeux connexes. Depuis leur poste de travail, les fonctionnaires auront désormais accès à un outil de traduction qui suscite de vives inquiétudes, « Portage Engine 2.0 ».

La présidente a contribué à accroître le niveau de sensibilisation au sujet de la diminution constante des ressources du Bureau de la traduction qui, passablement affaibli, n'est plus capable de répondre aux besoins d'un Canada bilingue. L'outil de traduction automatique – cette « machine » – ne vaut rien, comme l'ont fait remarquer les membres du groupe TR, car elle comporte des limites. Il aura un effet délétère sur la façon dont les employés perçoivent les services du Bureau.

Un événement organisé par l'Institut Broadbent aura lieu à la fin mars. Un formulaire d'inscription a été inclus dans la documentation distribuée aujourd'hui. L'ACEP lancera une invitation aux membres afin qu'ils participent à cette nouvelle édition du Sommet sur le progrès, car le contact avec des penseurs progressistes est partie intégrante de la mobilisation et de l'éducation de nos membres. La présidente livre ses réflexions sur ce sommet auquel elle a assisté l'an dernier. Selon elle, l'ACEP devrait envisager de s'associer à l'événement, notamment en ce qui a trait au parrainage de la traduction, car nous représentons des traducteurs et que cela apporterait à l'Association une certaine visibilité. La présidente voit cette démarche de l'ACEP comme une forme d'engagement, en tant qu'acteur du milieu du travail et promoteur d'un courant de pensée progressiste au Canada.

**Résolution :** Il est proposé par E. Tremblay et appuyé par P. Scholey de verser à l'Institut Broadbent une somme de 5000 \$ à titre de parrainage des activités de traduction.

Les membres discutent ensuite des éventuels avantages de ce parrainage.

Pour = 8, contre = 4, abstention = 2. **Résolution adoptée.**

b) Rapport sur les négociations de Jamie Dunn, négociateur EC

Jamie Dunn, porte-parole de la table de négociation EC, donne un bref compte rendu des négociations en cours et parle de sa vision d'avenir pour l'équipe.

Jusqu'à octobre 2015, et pendant douze ans, il a été négociateur à l'IPFPC. Lors du cycle actuel de négociations, il a œuvré auprès de plusieurs groupes; il connaît bien les enjeux présents et il s'est assis à la même table que les agents négociateurs et les sous-groupes de négociation collective qui ont signé le pacte de solidarité jusqu'à la tenue des élections. Il occupe actuellement le poste de directeur administratif de l'institut professionnel du personnel municipal, un syndicat représentant les professionnels employés par la ville d'Ottawa.

Quelques remarques : – Les changements importants survenus au sein du gouvernement exigent de réévaluer les revendications et de repenser la stratégie et les tactiques. L'équipe de négociation s'est réunie à deux reprises pour discuter des réalités qui ont accompagné l'arrivée du nouveau gouvernement et échanger sur ce à quoi pourraient ressembler le climat et le



contexte des négociations. Les membres de l'équipe ont envisagé d'élaborer un sondage très simple dans le but : a) de remobiliser les membres; b) de vérifier si leurs priorités ont changé; c) de s'enquérir de leurs attentes, s'il en est. Compte tenu des nombreuses questions qui sont sur la table, ce nouveau gouvernement pourrait modifier sa position au sujet des congés de maladie et prendre diverses autres mesures, des éventualités auxquelles nous devons nous préparer à réagir avec adresse. L'AFPC et l'IPFPC seront de retour à la table de négociation dès la semaine prochaine. Nous nous attendons à ce qu'on nous informe de l'orientation que prendra le dossier des congés de maladie.

Les prochaines négociations pour le groupe EC devraient avoir lieu du 7 au 9 mars. Il se peut qu'un modèle ait été établi et qu'il faille le suivre. Le cas échéant, il s'agira de déterminer en quoi il consiste et de voir s'il convient au groupe EC.

D'après les plans que nous avons faits, nous obtiendrons d'abord les résultats du sondage effectué auprès des membres de l'ACEP pour savoir où ils en sont. Puis nous nous réunirons pour passer en revue nos propositions et en mars, nous rencontrerons l'employeur pour voir où il s'en va.

La présidente du CMMP demande à M. Dunn s'il pourrait assister à la prochaine réunion de ce comité afin de discuter des différents scénarios qui pourraient se présenter. Elle ajoute qu'il est entendu qu'un pacte de solidarité est en vigueur et qu'en raison de cet engagement, aucun agent négociateur n'acceptera de faire une concession sans d'abord consulter les autres agents. Elle aimerait préparer sa réponse et elle est ouverte aux suggestions quant aux moyens d'obtenir des commentaires des membres, outre le sondage.

M. Dunn signale qu'il sera absent pendant deux semaines à compter du 18 février.

M. Dunn reconnaît qu'il est possible que les membres EC réagissent mal à un sondage exhaustif. L'équipe de négociation pourrait devoir relever son plus grand défi lorsque viendra le temps d'exposer aux membres ce qui est susceptible d'arriver à la table de négociation quant aux offres possibles et aux raisons pour lesquelles il est impossible d'obtenir davantage. La difficulté qu'il trouve frappante en l'occurrence est le fait de devoir composer avec des catégories générales assorties de nombreuses priorités élevées. Un membre remarque que ces priorités devraient être communiquées aux membres afin qu'ils se reconnaissent dans ce que nous tentons d'accomplir sans avoir à révéler notre stratégie.

Les groupes EC et TR sont en constante communication par l'entremise de la présidence de l'ACEP. M. Dunn clôt son exposé sur cette phrase : [traduction] « Lorsque vous négociez, vous devez faire preuve de pragmatisme, mais au final, ce sont l'expérience, l'instinct et l'intuition des participants qui orienteront le processus. »

#### c) Rapport des services professionnels, produit par Claude Vezina

On demande s'il y a eu une révision de la catégorie EC. Claude répond que le SCT a confirmé officiellement que la norme EC ne fera pas l'objet d'une révision. Il effectuera un suivi afin de déterminer quels ministères se livrent actuellement à cet exercice. La norme EC a été créée en 2009, mais il se peut que les ministères soient en train de regrouper les postes selon des catégories « génériques ».

Représentation :

Effectif des ART :

Nous disposons d'un effectif budgété de dix ART, et nous sommes en train de revoir la structure des portefeuilles afin de mieux répartir la charge de travail et de tenir compte des besoins des employés qui ont des problèmes de santé. Par ailleurs, récemment, deux employés ont fait une demande de congé de préretraite; ces congés seront pris l'un après l'autre, et non simultanément.

C'est là l'occasion idéale, pour l'Association, d'étudier les diverses possibilités qui s'offrent pour donner suite à ces demandes. Vous n'êtes certainement pas sans savoir qu'en règle générale, les employés désireux de se prévaloir de cette option souhaitent passer à une semaine de travail de trois jours, 12 ou 24 mois avant le départ à la retraite. Cette situation est désormais prévue par la convention collective du Syndicat des employés de l'ACEP.

#### Protocole 1, Représentation en cas de recours :

Les membres du CEN recevront un exemplaire de la version modifiée du Protocole. Vous remarquerez que le document a été modifié afin de tenir compte de l'orientation de l'Association, qui souhaite permettre aux représentants locaux qui le souhaitent de jouer un rôle plus important relativement aux questions qui touchent les membres au quotidien.

Les changements ont été bien accueillis par le personnel professionnel; l'objectif est d'encourager les représentants locaux à établir de bonnes relations de travail avec les ART afin que les uns et les autres puissent travailler de concert au règlement des dossiers d'une manière qui soit satisfaisante pour les membres.

Généralement, les gens comprennent que l'intervention de l'ART est nécessaire dans la grande majorité des cas. Nous pouvons déjà citer des dossiers où l'esprit de franche collaboration dont ont fait preuve les dirigeants des sections locales avec les membres et l'ART affecté au ministère s'est révélé très productif. Il est essentiel que cette communication soit bien établie pour éviter toute incohérence dans l'interprétation des conventions collectives et des politiques.

#### Dossiers dont ont été saisies la CRTEFP, la CCDP et la Cour fédérale :

À l'heure actuelle, 31 dossiers sont en instance devant ces trois tribunaux : 23 à la CRTEFP, 8 à la CCDP (sachant que certains dossiers sont déposés à la fois à la CRTEFP et à la CCDP) et 3 à la Cour fédérale.

#### Résumé de quelques-uns des dossiers :

Grief de principe du MAECD. Le différend porte sur l'administration des cotisations syndicales et l'audience devrait avoir lieu du 8 au 10 mars 2016. Les parties participent actuellement à des pourparlers en vue d'un règlement. Le dossier est assez complexe, puisque d'autres agents négociateurs y prennent part.

En février, la CRTEFP se penchera sur un autre de nos dossiers qui soulèvent deux questions, soit d'une part, celle de la révocation d'une cote de sécurité de niveau très secret ayant entraîné la perte d'un emploi et, d'autre part, celle de l'obligation de prendre des mesures d'adaptation. Grief de principe du groupe TR portant sur la modification de certaines conditions de travail par l'employeur pendant que les parties sont en négociation.

#### Dossiers généraux pour 2015 :

Au total, les ART ont traité environ 559 dossiers en 2015.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des dossiers toujours en cours.

Vous remarquerez que c'est en matière de mesures d'adaptation, d'évaluation du rendement, de harcèlement et de mesures disciplinaires que nos membres éprouvent passablement de difficultés.

#### **Dossiers traités en 2015 — Répartition par grands sujets**

Absentéisme		CNM (prestations)	
Accès à l'information		CNM (soins dentaires)	

Mesures d'adaptation	50	CNM (DSE)	1
Nomination intérimaire	2	CNM (soins de santé)	
AIPRP		CNM (réinstallation)	1
Droit d'auteur (paternité d'une œuvre)		CNM (indemnité de déplacement)	
Travail effectué par les membres d'une unité de négociation		CNM (voyage en service commandé)	
Prestations	1	CNM (réaménagement des effectifs)	13
Prime au bilinguisme		CNM (postes isolés)	
Carrière et droits d'inscription		CNM (langues officielles)	
Classification	17	Rémunération	11
Code de conduite	1	Pension	2
Conflit d'intérêts	1	Évaluation du rendement	64
Consultation		Dossier personnel	
Mutation		Grief de principe	
DJR		Activité politique	
Assurance invalidité	6	Protection de la vie privée	1
Mesures disciplinaires	38	Période de stage	
Discrimination (mesures d'adaptation exclues)	18	Priorités	1
États de service	3	RAND	
Évaluation ergonomique	2	Programme de recrutement	
PCIM		Représentation	1
Évaluation de l'aptitude au travail	4	Démission	1
Harcèlement	40	Retraite	
Santé et sécurité	5	Retour au travail	1
Santé et sécurité (réclamation)		Cote de sécurité	3
Heures de travail		Services	
Horaire de travail (heures suppl.)	2	Dotation	17
Horaire de travail (déplacements)		Dotation (DRE)	
Droits de la personne	1	Exposé des fonctions	2
SGIC	1	Télétravail	2
Mise en œuvre du PE		Employé nommé pour une période déterminée	1
Assurances Johnson		Cessation d'emploi	7
Profil linguistique	1	Conditions de travail	2
Congé	2	Programme de	

		formation	
Congés (annuels)		Temps de déplacement	
Congés (deuil)	1	Plainte, pratique déloyale de travail	1
Congés (autres)	4	Cotisations syndicales	
Congés (parlementaires)		Représentation syndicale	1
Congés (maladie)	2	Attribution des tâches	2
Congés (non payés)	2	Lieu de travail	
Congés (avec étalement sur années suivantes)	1	Charge de travail	
Lettre d'attentes	6	Actes répréhensibles (dénonciation)	
Indemnité de maternité			
Évaluation médicale	1		

d) Rapport des Services administratifs, produit par I. Borré  
Organigramme – 8 absences sont récurrentes

**Résolution :** Il est proposé par C. DesRochers et appuyé par I. Borré **de passer au huis clos** sur la question du rapport des Services administratifs.

e) Vous trouverez, en pièces jointes, les rapports de divers autres sous-comités.  
Statuts et Règlements  
Mobilisation et Moyens de pression  
Éducation  
Finances  
Communications  
Comité consultatif des jeunes membres

## 5. Varia

## 6. Levée de la séance

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Mullen de lever la séance à 10 h 30.  
**Résolution adoptée à l'unanimité.**